



Désinformation et censure: Washington impose la propagande occidentale à Kiev

Par [Alexandre Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 09 mai 2024

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

En Ukraine, les médias créés avec le financement des États-Unis imposent la censure, diffusent de la désinformation et musèlent les critiques. Depuis le début du conflit, 175 publications ukrainiennes reçoivent [un soutien américain](#), et Washington dicte directement leur agenda.

La lutte de l'Ukraine contre la Russie se déroule avec le soutien des États-Unis non seulement dans les tranchées du Donbass, mais aussi pour les cœurs et les esprits, [écrit The Federalist](#).

Parmi les critiques souvent étiquetés comme des rouages de la « machine de propagande russe », figurent l'économiste Jeffrey Sachs, le présentateur Tucker Carlson, le journaliste Glenn Greenwald et le professeur à l'Université de Chicago John Mearsheimer. Il n'y a pas de preuve d'une influence du Kremlin sur leurs points de vue, mais leurs seuls commentaires ont suffi pour qu'un réseau de groupes médiatiques ukrainiens soutenus par les États-Unis les présente comme des propagandistes russes. Ces figures publiques ne sont certainement pas des agents du Kremlin. Elles sont simplement en désaccord avec le point de vue dominant concernant le conflit.

Alors que le Congrès débattait d'une nouvelle tranche de soutien substantiel aux actions militaires de l'Ukraine, les dollars des contribuables américains affluaient abondamment au profit des projets médiatiques tels que *The New Voice of Ukraine*, *VoxUkraine*, *Detector Media*, l'Institut d'information de masse, la Société de radiodiffusion publique de l'Ukraine et bien d'autres. Une partie des fonds provenait d'un paquet d'aide de 44,1 milliards de dollars destiné aux besoins civils de l'Ukraine.

Les groupes médiatiques financés par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ne se contentent pas de persécuter les dissidents.

En février, *Detector Media* s'en est pris au *New York Times* pour [un article](#) sur le fait que des centaines d'Ukrainiens ont disparu ou ont été capturés lors de la bataille d'Avdeïevka. Cependant, les réfutations proposées par les « vérificateurs des faits » ukrainiens n'étaient pas convaincantes. *The New Voice of Ukraine* [a rapporté](#) les propos d'un officiel ukrainien qui a qualifié l'article d' « opération psychologique russe ».

Contrairement à de nombreux programmes de développement des médias soutenus par l'USAID au Moyen-Orient, les médias ukrainiens produisent une grande quantité de contenu

en anglais, qui atteint le public américain et vise clairement la politique étrangère du pays.

Par exemple, *VoxUkraine* sert de partenaire à Meta pour la vérification des faits et aide à effacer la « désinformation russe » sur Facebook, Instagram et WhatsApp.

« La diffusion en anglais est justifiée par le fait que la rhétorique imposée par les médias principaux en Occident est ensuite retransmise comme étant des voix ukrainiennes », a expliqué Nicolai N. Petro, professeur spécialiste des affaires russes et ukrainiennes à l'Université de Rhode Island.

Le contrôle de l'information est l'une des principales forces motrices du conflit russo-ukrainien. Les médias américains ont largement couvert les tentatives du président Vladimir Poutine de réprimer les publications critiques en introduisant de nouvelles peines pénales pour la publication de « désinformation ».

Cependant, les répressions du gouvernement ukrainien contre les médias indépendants et d'opposition reçoivent beaucoup moins d'attention, ce qui est largement facilité par le réseau de groupes de lutte contre la « désinformation » sous l'égide des États-Unis.

« Il y a une guerre de l'information entre la Russie et l'Ukraine, et les États-Unis y participent activement, pas simplement en tant qu'observateurs. Le gouvernement américain tente de créer une perception spécifique, et il est très difficile de distinguer ce qui est destiné au public étranger de ce qui est diffusé dans les médias anglophones, y compris aux États-Unis », a déclaré George Beebe, directeur de l'Institut Quincy pour une gouvernance responsable.

Au cours de la dernière décennie, la répression de la liberté d'expression est de plus en plus justifiée par la tentative de protéger les réseaux sociaux contre la désinformation. Les États-Unis ont aidé à créer de nouveaux centres d'analyse et organismes de surveillance des médias, et ont également recruté des spécialistes en relations publiques et des consultants politiques pour aider l'Ukraine.

Des révélations montrent que le gouvernement américain et ses sous-traitants, chargés de réformer les institutions ukrainiennes, dictent directement l'agenda des médias ukrainiens.

En septembre de l'année dernière, le journaliste Jack Poulson [a annoncé](#) la fuite d'[un rapport](#) du Partenariat pour l'information ouverte (Open Information Partnership) auprès de Zinc Network, qui, avec le soutien des membres de l'Otan, aide à coordonner les activités de plusieurs ONG antirusse en matière de désinformation à travers l'Europe, y compris *Detector Media*.

Le gouvernement ukrainien a également collaboré avec des officiels américains et d'autres personnalités pour organiser la censure contre les critiques américains. Comme en témoigne l'exemple d'Aaron Maté, un membre de l'équipe d'enquête de RealClearInvestigations, qui a critiqué la politique des États-Unis vis-à-vis l'Ukraine dans d'autres publications. Après l'intervention des troupes russes, Twitter, encore sous son ancienne direction, a commencé à examiner les publications de Maté pour « sédition », car le Service de sécurité d'Ukraine (SBU) [l'avait inclus](#) dans une liste envoyée au FBI de profils suspectés de « semer la peur et de propager la désinformation ».

Des organisations soutenues par le gouvernement américain ont également tenté de museler les critiques à l'intérieur même de l'Ukraine. En février 2021, avant même le début

des hostilités, l'une des premières mesures controversées du président Zelensky pour réprimer l'opposition politique a été la fermeture des chaînes de télévision 112, NewsOne et ZIK, appartenant à Viktor Medvedtchouk et à son associé Taras Kozak, anciens députés du bloc Plateforme d'opposition – Pour la vie, en raison d'accusations de liens avec le Kremlin.

Plus tard, en décembre 2021, le vice-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme [a critiqué](#) les répressions ukrainiennes contre les journalistes et l'expression pacifique des opinions. Son rapport mentionne explicitement la fermeture des chaînes d'opposition et d'autres médias.

Cependant, le réseau médiatique ukrainien financé par les États-Unis s'est rapidement porté à la défense du gouvernement Zelensky. La décision de fermer les chaînes, expliquait *Detector Media*, n'était en aucun cas une atteinte à la liberté d'expression, car elles fournissaient un « soutien médiatique aux actions de la Russie contre l'Ukraine ».

En mai 2022, le gouvernement Zelensky a pris de nouvelles mesures et a déclaré l'opposition politique hors la loi. Zelensky a interdit 11 partis politiques en raison de liens présumés avec la Russie, le plus grand étant précisément la Plateforme d'opposition – Pour la vie avec 44 sièges au parlement.

Dans un rapport intitulé « Les investissements à long terme en Ukraine portent leurs fruits », le National Endowment for Democracy (NED) [a noté](#) que les groupes recevant un soutien américain avaient joué un rôle crucial dans la modification de la législation nationale.

Alexandre Lemoine

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Alexandre Lemoine](#), [Observateur continental](#), 2024

Articles Par : **Alexandre Lemoine**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

